



Surdiplômés, ils décident de devenir profs dans les collèges du réseau d'éducation prioritaire

Ils ont fait HEC, Sciences-Po ou Sup de Co... mais ont décidé de suivre une formation proposée par l'association Le Choix de l'Ecole pour enseigner dans les collèges en difficulté. Une expérience et un défi. Poser « un cadre clair », mais ne pas arriver avec sa « liste toute faite de règles à dérouler » en présupposant que les jeunes de banlieue sont des sauvages à mater. Les faire écrire sur leurs aspirations de préados « parce qu'on est là entre autres pour leur donner envie de rêver ». Charlotte-Desbouvry vient de faire sa rentrée au collège Henri-Matisse de Garges-lès-Gonesse (Val-d'Oise), les premières journées ont été intenses, mais elle s'est trouvée « complètement à sa place, corps et esprit entièrement présents »

Les écrits de ses élèves lui ont arraché « des rires et quelques larmes » malgré les erreurs de syntaxe ou de conjugaison. Cela la confirme dans son projet : elle sera prof, et pas n'importe quelle prof : prof de lettres en éducation prioritaire, ces collèges de banlieues populaires que les médias – et une bonne partie du corps enseignant – se plaisent à décrire comme l'enfer de la profession. Cette envie a toujours été présente quelque part dans sa tête mais elle raconte :

« J'étais bonne élève et on n'a cessé de me répéter : “ Fais autre chose ! Prof, tu pourras toujours le devenir, si tu le souhaites, à 40 ans.” »

Charlotte a 26 ans et elle n'a pas attendu aussi longtemps. Son parcours « tout balisé » l'a envoyée de son lycée privé catholique des Hauts-de-Seine à l'Ecole de Management de Lyon, l'une des cinq meilleures business schools françaises où, dit-elle, elle a « surtout appris le sens de la prise de risque »

Son premier job, elle l'a décroché en Afrique. « Un boulot de rêve avec de vraies responsabilités. Mais dans l'e-commerce, un modèle de croissance ultrarapide qui m'est un peu étranger. » En travaillant comme bénévole dans un centre de transit pour jeunes filles maltraitées, à la scolarité chaotique, Charlotte a commencé à regarder ailleurs et a fini par s'en persuader

« La plus grande arme pour faire changer le monde, ça reste l'éducation. »

Ce désir soudain de changement serait sûrement resté sans suite il y a quelques années. Mais Charlotte a croisé le chemin du Choix de l'Ecole. L'association créée il y a quatre ans par Nadia Marik – la veuve de Richard Descoings, ancien directeur de Sciences-Po et chantre de l'égalité des chances – a fait un double constat : celui des besoins béants d'enseignants en éducation prioritaire, notamment en maths et en lettres, où bien des postes sont pourvus par des contractuels peu ou pas formés. Celui aussi d'une génération – les millennials – qui, même dotée des plus beaux CV, rechigne parfois à s'engager dans les carrières dorées du privé.

Charlotte n'est pas une exception. Parmi les cinquante profs du Choix de l'Ecole, dispatchés chaque année dans les académies de Créteil, Versailles, Paris et Aix-Marseille, et accompagnés pendant deux ans par l'association, on trouve une immense majorité de jeunes diplômés issus de nos (plus) grandes écoles.

C'est Eloi, ex-HEC, démissionnaire d'un cabinet de conseil, victime du « syndrome de la porte ouverte », « cette obsession bien française : ouvrir toutes les portes au point de ne plus savoir laquelle emprunter ». C'est aussi Margaux, Eugénie ou Camille. Même profil de forts en thème et même projections parfois un peu candides, tant le monde des banlieues leur est inconnu.

Tous ces jeunes gens, nous les avons rencontrés à l'université d'été du Choix de l'Ecole. Trois semaines en vase clos dans l'enceinte du lycée international de Noisy-le-Grand. Le programme des réjouissances en dit long sur la singularité de l'association. Petite par la taille – une poignée de salariés seulement – mais bigrement introduite dans les cercles du pouvoir.

Pour parler carrière, Le Choix de l'Ecole a ainsi convoqué Edouard Geffray, le directeur général

des services du ministère. Pour ausculter les inégalités scolaires en France, Laurence Boone, la chef économiste de l'OCDE. Pour aborder le fait religieux en banlieue, le politologue star Gilles Kepel.

L'association est coprésidée par Patricia Barbizet, bras droit pendant trente ans de François Pinault et par Laurent Bigorgne, patron de l'Institut Montaigne, la boîte à idées de la macronie. On peut supposer que cela ouvre quelques portes...

Sur place, l'ambiance est à la fois studieuse et conviviale, entre JMJ et stage de cohésion pour jeunes cadres dynamiques. Thomas, ancien analyste financier, et (grand)-papa de la promotion du haut de ses 53 ans, remarque :

« Il y a des très cathos, des très gauchos, des buveurs de bière et des adeptes du yoga, mais tout le monde partage les mêmes objectifs, ça donne une très belle ambiance. »

La cohorte de futurs enseignants est divisée en petits groupes, qui alternent les ateliers pédagogiques et les tâches ménagères. Curieusement, ces jeunes gens surdiplômés parlent très peu de politique, même éducative, alors que l'actualité s'y prête, ni même des grands sujets identitaires ou sociaux – le communautarisme, la laïcité, la ghettoïsation – associés à tort ou à raison à la banlieue. « Peut-être parce qu'on a d'autres préoccupations en tête : bûcher, être présent le jour J. On doit prouver notre légitimité », avance Anne-Charlotte, prof de lettres classiques et ex-Sciences-Po.

A cette humilité affichée s'ajoute une bonne dose de prudence. Les anciens déjà en poste ne s'en cachent pas : quand on est soutenu par Le Choix de l'Ecole, mieux vaut faire profil bas. Une prof qui préfère conserver l'anonymat reconnaît :

« La grande majorité des collègues est plutôt aidante, mais les plus syndiqués nous ont souvent dans le viseur. »

Pourquoi de tels a priori ? Parce que Le Choix de l'Ecole, créé initialement sous le nom Teach for France, est une émanation du réseau mondial Teach for All, soutenu par une galaxie de multinationales anglo-saxonnes. Et que les cousins comme le géant Teach First – deuxième plus gros employeur de jeunes diplômés en Grande-Bretagne – s'inscrivent dans une démarche ouvertement probusiness. L'expérience d'enseignement limitée à deux ans étant d'abord présentée comme une manière de « renforcer ses qualités de leadership » pour mieux rebondir ensuite dans une carrière de manager.

Les syndicats français, très attachés au statut du corps enseignant, ont eu tôt fait de voir en Teach for France un cheval de Troie. D'autant que le patron, Laurent Bigorgne, très proche du ministre de l'Education nationale Jean-Michel Blanquer, milite de manière explicite pour une gestion beaucoup plus souple des effectifs enseignants.

L'association en est consciente et cela explique pour partie son changement de nom. Le procès est-il justifié ? Alexis Torchet le secrétaire national du SGEN-CFDT, l'un des rares syndicats à regarder l'initiative sans hostilité, tempère :

« Avec cinquante profs par an, dont beaucoup qui continuent durablement dans le métier, j'ai du mal à voir comment ils pourraient faire peser une menace sur l'Education nationale. »

Le Choix de l'Ecole a de fait d'autres objectifs. « On ne se vit pas comme une solution, mais comme un symbole et un modèle », avance Damien Baldin le codirecteur de l'association, lui-même agrégé d'histoire et... adhérent à la CFDT. Le « symbole » d'une profession revalorisée, « capable d'attirer les diplômés des meilleures formations ». Et un modèle pour repenser « l'entrée dans le métier enseignant ».

Le Choix de l'Ecole propose en effet une formation de base extrêmement solide. Des ateliers disciplinaires, oui, mais 100 % pratiques, avec jeux de rôle et mises en situation, et surtout une focalisation très forte sur les techniques de gestion de classe, terriblement absentes des formations de l'Educ nat : comment faire adhérer aux règles, comment se faire écouter, comment poser sa voix...

Il faut croire que cela a une certaine efficacité. Lors de l'université d'été, les profs déjà en poste se

retrouvent pour faire le bilan de leur année. En pareilles circonstances, les enseignants bien souvent se lâchent, et pas seulement en réseau d'éducation prioritaire (REP). Sur les élèves intenablement, sur les parents démissionnaires, sur le quartier qui s'immisce dans les salles de classes...

Là, contre toute attente, le mot récurrent est... « plaisir ». Plaisir d'avoir établi le contact avec leurs élèves, plaisir de s'être mis « en mode projet » avec un public nettement moins captif que la ménagère de moins de 50 ans auxquels ils étaient accoutumés. Certains se sont fait parfois « bolosser », mais ils mettent en avant leur responsabilité : « J'ai horreur de la littérature du XVIII^e, ils s'en sont rendu compte, ce sont des éponges », admet un prof de français. D'autres ont été marqués par la « violence des clashes entre gamins », mais en retirent surtout de la compassion :

« Un de mes élèves de 6

, exclu à la suite d'une grosse bagarre, a été renvoyé à Bamako, ça m'a miné jusqu'à la fin de l'année. »

Les mea culpa s'enchaînent. Un prof de maths a eu parfois l'impression de faire des cours « trop médians, trop fades », à force de vouloir s'adapter aux « différences de niveau hallucinantes ». Un autre estime avoir échoué avec les décrocheurs les plus lourds – « Il leur faudrait un précepteur, au bout d'un moment on s'épuise ». Mais tous se satisfont des « petites victoires et des petits pas », comme leur conseille l'association.

Ce décalage se retrouve également dans le rapport à la profession. A l'exception d'une ex-Sup de Co Paris syndiquée chez SUD (tout arrive...), nos drôles de profs, on l'a dit, se tiennent à distance des grands combats collectifs. Anne-Charlotte, prof de lettres classiques qui a pourtant connu une perte sèche de revenus en démissionnant d'une « grosse boîte de tech française », dit :

« Le salaire à 25 ans – 2 400 euros net pour 20 heures de cours toutes primes incluses – me paraît quand même acceptable. »

Ronchons, les collègues qui déplorent le manque de moyens dévolus à l'éducation ?

« C'est une question de perspective. On a vu d'autres univers professionnels, on connaît la réalité des bullshit jobs, on voit la force de ce métier. Faire grandir vingt-cinq gamins, c'est une responsabilité de dingue. En tout cas, moi, j'en suis persuadée. »

« Je me suis énormément amusée »

Sophie Beaujoux, 31 ans, professeure d'anglais, ancienne de l'Isit, grande école de l'interprétariat, témoigne :

« Ça peut étonner, mais je me suis énormément amusée pendant cette première année. Les jeunes sont sans filtres. Certaines situations sont même totalement absurdes : l'un ramène son serpent en cours, l'autre sort subitement une cuisse de poulet de sa poche... Nos élèves vivent intensément, communiquent intensément. Avec eux, il faut accepter la joute orale, les remettre à leur place sans méchanceté. Les leçons de morale ne fonctionnent pas. Cette manière de faire me correspond bien, mais j'admets que c'est sûrement plus difficile quand vous débutez, à 22 ou 23 ans. Il peut y avoir du découragement. Le niveau moyen est faible, l'attention de la classe n'est jamais acquise, il faut sans cesse convaincre, et si vous ne prenez pas de plaisir à ce petit jeu, cela peut vite devenir harassant.

Ce que je retiens de plus positif, ce sont les échanges que j'ai réussi à impulser sur des thèmes sociétaux. L'anglais s'y prête, contrairement à d'autres disciplines, le programme laisse de grandes marges de liberté. On a ainsi abordé la question du genre via un clip de Beyoncé. Pourquoi porte-t-elle des vêtements sexy alors qu'elle se dit féministe ? Parce que « c'est une fille facile » ? Non, parce qu'elle joue avec les cadres et les préjugés. Quelques semaines plus tard, quand une enseignante en jupe a été insultée, les élèves se sont mobilisés. Je me dis qu'on y a peut-être contribué. »